

**PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION  
D'UN BATIMENT COMMUNAL POUR LA  
CREATION D'UN TIERS-LIEU DANS LE CADRE  
DE LA COMPETENCE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE  
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE**

**ENTRE**

La Commune de Soulac-sur-Mer,  
Située 2 rue de l'Hôtel de Ville 33780 SOULAC-SUR-MER,

Représentée par son Maire, Monsieur Xavier PINTAT habilité aux fins des présentes par délibération en date du XXXXXXXXXXXX

**ET**

La Communauté de Communes Médoc Atlantique  
Située au 9 rue du Maréchal d'Ornano, 33780 SOULAC-SUR-MER,

Représentée par son Président, Monsieur Xavier PINTAT, habilité aux fins des présentes par délibération n° XXXXXXXXXXXXXXXX

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5211-5-III, L.5211-17 et L.5211-18-I ;

Vu les trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3 à L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que « le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3, L.1321-4 et L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales » ;

Considérant que l'article L.1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice de cette compétence » ;

Considérant qu'aux termes des statuts, figure la compétence obligatoire « Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-16 ; création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » ;

Considérant la proposition de la commune de Soulac-sur-Mer d'implantation du tiers-lieu au 1<sup>er</sup> étage de l'ancien Casino (y compris une partie actuellement vacante au rez-de-chaussée située rue Trouche) ;

Considérant l'étude de faisabilité pour l'aménagement de la salle du 1<sup>er</sup> étage commandée par la commune de Soulac-sur-Mer au cabinet d'architectes BENAYOUN a permis d'arrêter la localisation du tiers-lieu.

Le tiers-lieu est un espace de travail partagé et collaboratif qui peut accueillir tous types de travailleurs (indépendants, télétravailleurs, salariés). Il permet de travailler à distance dans un environnement coopératif qui améliore la mise en réseaux et le croisement des initiatives. A ce titre, il s'inscrit directement dans une logique de dynamisation et d'attractivité du territoire.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition de du 1<sup>er</sup> étage de l'ancien Casino (y compris une partie actuellement vacante au rez-de-chaussée située rue Trouche) par la commune à la Communauté de Communes Médoc Atlantique pour la création d'un tiers-lieu, dans le cadre de sa compétence développement économique.

### **ARTICLE 2 : OBLIGATION DE LA COMMUNE**

La commune de Soulac-sur-Mer s'engage à mettre à disposition, de manière pleine et entière, à titre gratuit le 1<sup>er</sup> étage du Casino (y compris la partie actuellement vacante du rez-de-chaussée, rue Trouche).

### **ARTICLE 3 : OBLIGATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

La Communauté de Communes Médoc Atlantique s'engage à mettre les locaux à disposition pour la mise en place du tiers-lieu à Soulac-sur-Mer, dans le cadre de sa compétence développement économique, après mise en concurrence par le biais d'une publicité.

La Communauté de Communes s'engage, également, à solliciter les autorisations nécessaires à la mise en place du tiers-lieu (ERP,...).

#### **ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES BIENS**

La commune de Soulac-sur-Mer met à disposition de la Communauté de Communes Médoc Atlantique, pour la mise en place du tiers-lieu, le 1<sup>er</sup> étage de l'ancien Casino y compris la partie vacante du rez de chaussée, rue Trouche.

L'ensemble mis à disposition se compose :

- d'une grande salle de 210 m<sup>2</sup>
- d'un local technique de 19 m<sup>2</sup>
- et d'une ex-cabine de projection de 8.70 m<sup>2</sup>

Le tout pour une surface d'environ 237.70 m<sup>2</sup>.

#### **ARTICLE 5 : DESTINATION DES LOCAUX**

Les locaux seront à usage exclusifs du tiers-lieu.

Une convention à intervenir avec Communauté de Communes Médoc Atlantique déterminera les conditions précises de cette occupation.

#### **ARTICLE 6 : ETAT DES LOCAUX**

La Communauté de Communes prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, la Communauté déclarant connaître les biens pour les avoir vus et visités à sa convenance.

#### **ARTICLE 7 : ADMINISTRATION DES BIENS**

Conformément aux articles L.1321-2 et L.1321-5-III du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes assume sur les bâtiments mis à disposition par la Commune l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception du pouvoir d'aliéner.

La Communauté de Communes possède ainsi sur ces bâtiments tous pouvoirs de gestion. Elle peut, le cas échéant, autoriser l'occupation des biens remis et en percevoir les fruits et produits. Elle est en charge du renouvellement des biens mobiliers. Elle agit en justice en lieu et place de la Commune, qui reste le propriétaire des bâtiments.

La Communauté de Communes peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des bâtiments à la mise en œuvre d'un tiers-lieu au titre de la compétence développement économique.

La Communauté s'engage cependant avant de procéder aux travaux à en aviser la Commune.

#### **ARTICLE 8 : TRAVAUX ET AMENAGEMENT DES LOCAUX**

La Communauté de Communes Médoc Atlantique réalisera les travaux de réhabilitation nécessaires à l'aménagement du tiers-lieu.

La commune participera aux dits travaux par le biais d'un fonds de concours dont le montant sera à définir en fonction du coût prévisionnel des travaux.

Par la suite, tous travaux d'adaptation ou d'amélioration en vue de garantir des conditions optimales de fonctionnement du tiers-lieu (sécurité, mise aux normes,...) feront l'objet d'un programme de travaux présenté à la commune qui bénéficiera d'un financement communautaire. Ces travaux seront soumis à l'accord de la commune, avant tout commencement d'exécution.

#### **ARTICLE 9 : RESPONSABILITE SUR LES BATIMENTS TRANSFERES A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Sur les bâtiments affectés uniquement à la mise en œuvre de la compétence « développement économique », la Communauté de Communes reconnaît assumer la responsabilité pécuniaire des dommages causés au titre de contentieux indemnitaires engagés après la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

La Communauté de Communes reconnaît toutefois être responsable des dommages résultants desdits biens ou de leur exploitation avant la mise à disposition au titre de contentieux – ou de demandes préalables – introduits avant cette date.

#### **ARTICLE 10 : CONTRATS EN COURS**

La Communauté de communes est subrogée à la Commune dans l'exécution des contrats en cours afférents aux bâtiments affectés à la mise en œuvre de la compétence développement économique. La substitution vaut pour tous contrats, notamment ceux concernant des emprunts, des marchés publics, des délégations de service public, des contrats d'assurance ou de location, d'assurances etc. et ceci depuis le 1er janvier 2017, date du transfert de la compétence.

La Commune constate la substitution et la notifie à son ancien cocontractant.

#### **ARTICLE 11 : CARACTERE GRATUIT DE LA MISE A DISPOSITION**

Conformément à l'article L.1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise à disposition des bâtiments affectés à la compétence développement économique a lieu à titre gratuit.



**ARTICLE 12 : DUREE DE LA MISE A DISPOSITION**

La présente convention prendra fin lorsque les locaux mis à disposition ne seront plus affectés à la mise en œuvre d'un tiers-lieu dans le cadre de la compétence développement économique. Ces biens désaffectés retournent dans le patrimoine de la Commune, qui recouvre l'ensemble de ses droits et obligations. Les biens sont restitués à la commune pour leur valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées par la Communauté. Il est précisé que le retour du bien dans le patrimoine communal n'entraîne aucune indemnisation financière de la Communauté par la Commune. La Communauté est seulement propriétaire des biens mobiliers qu'elle a renouvelés : la Commune ne peut se prévaloir d'un droit de retour sur ces biens mobiliers ainsi renouvelés.

La mise à disposition prend fin lors de la désaffectation des biens à la compétence développement économique conformément à l'article L.1321-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, et en cas de restitution de la compétence « développement économique » à la Commune, de retrait de la Commune et de dissolution de la Communauté, conformément à l'article L.5211 du code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 13 : ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION**

La présente convention entrera en vigueur le XXXXXXXX.

**ARTICLE 14 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Tous litiges résultant de l'application de la présente convention relèvent de la compétence des juridictions administratives, en particulier le Tribunal administratif de Bordeaux. Les parties s'engagent cependant à rechercher préalablement une solution amiable au litige

Fait à Soulac sur Mer, le

LE MAIRE,

LE PRESIDENT,

Xavier PINTAT

Xavier PINTAT  
Sénateur de la Gironde  
Maire de Soulac-sur-Mer